

Avis adopté

Séance plénière du 25 octobre 2023

Inégalités, pouvoir d'achat, éco-anxiété : agir sans attendre pour une transition juste
Rapport annuel sur l'état de la France en 2023

Déclaration du groupe CGT-FO

Comme en 2022 ou lors de ses précédents rapports, le CESE vient nous rappeler, encore une fois, à quel point l'état de la France ne connaît pas de réelles améliorations.

Cette situation perdure et les successives réformes mises en place n'apportent pas de réponses aux défis économiques sociaux et environnementaux que notre pays doit relever. Notre institution a voulu innover dans son rapport de 2023, en commandant un sondage sur le bien-être et l'optimisme des Français. Malheureusement les résultats viennent confirmer les dégradations déjà mesurées par les indicateurs quantitatifs. Comment pouvait-il en être autrement, à moins de penser que les opinions peuvent se faire en dehors des conditions objectives d'existence des personnes ?

Bien sûr le CESE a à maintes reprises alerté sur les difficultés que vivent de plus en plus de personnes dans notre pays et les risques qu'elles représentent pour sa stabilité.

La possibilité de continuer à se projeter avec optimisme dans un avenir commun se relâche et pour le groupe FO il relève de la responsabilité des politiques de changer de cap et d'arrêter de croire que la réponse à nos problèmes se trouve dans la casse de l'Etat, de ses services publics et de tout ce qui peut être mis en place dans le cadre d'une solidarité collective et d'un partage équitable des richesses créées.

Malheureusement nous ne pouvons que déplorer les actions menées, leurs impasses et leur décalage avec les besoins réels de notre société.

La politique de relance qui avait pourtant porté ses fruits durant le COVID 19 à été malheureusement depuis remise au placard pour laisser place au retour des politiques d'austérité décriées par notre organisation syndicale.

Le RAEF met en avant l'importance de la dégradation du pouvoir d'achat dans notre pays, le chômage qui continue à toucher de manière forte en particulier les jeunes et les seniors. Pire encore, le Gouvernement est passé en force pour imposer sa réforme des retraites, malgré son rejet par une très large majorité des Français, appauvrissant encore un peu plus les futurs retraités qui passeront sans doute davantage d'années au chômage.

En même temps les jeunes sont de plus en plus nombreux à subir les emplois précaires, mal rémunérés ou accepter des cumuls de stages dans l'espoir d'avoir une place dans un marché de l'emploi où l'âge moyen d'entre en CDI ne cesse de s'élever.

Le RAEF met également en avant l'importance des inégalités en France, qui doivent pour le groupe FO être combattues en priorité.

Comment, en effet, faire société quand les richesses créées dans notre pays sont captées par une petite minorité, aidée par un système de fiscalité de moins en moins redistributif qui laisse porte ouverte à l'évasion et à l'optimisation fiscale, privant ainsi l'Etat de fonds nécessaires aux financements de ses actions.

Sur ce point, nous tenons à dénoncer le PLF 2024 qui donne encore d'autres cadeaux à ceux qui ont en le moins besoin, comme si les 465 niches fiscales que compte notre pays ne suffisaient pas, et en même temps elle impose l'austérité aux services publics et arrête certaines aides aux ménages.

Pour le groupe FO la situation difficile dans laquelle se trouve notre pays exige encore plus de solidarité, de redistribution et un renforcement des actions publiques dans les domaines de l'éducation, de la recherche, de la santé, de l'emploi, etc. A ce propos, nous rappelons que les mêmes arguments avancés pour justifier la fusion de l'ANPE et des ASSEDIC et créer Pôle Emploi sont aujourd'hui repris pour justifier la création de France Travail. Pourtant, force est de constater que malheureusement la création de Pôle Emploi n'a pas réglé le problème du chômage en France et il en sera de même pour la création de France Travail. Le Gouvernement devrait plutôt porter un vrai projet de réindustrialisation de notre pays, assurer son autonomie dans les domaines stratégiques et mettre en place une politique active d'expansion économique et de développement des services publics, créatrice d'emploi et qui répond aux besoins de la population.

Le groupe FO salue ce travail et espère que les pouvoirs publics vont écouter les alertes qu'il lance. **Notre groupe a voté en faveur de cet avis.**